

LÉGISLATIVES DU 10 MAI 2012

# Le chef des observateurs de l'UE à Annaba

**Accompagné de membres de la «mission d'observation électorale de l'Union européenne-Algérie 2012», dont un analyste électoral, le chef de celle-ci, José Ignacio Salafranca Sanchez-Neyra, était ce lundi à Annaba dans le cadre de sa mission.**

Avant de tenir un point de presse à l'hôtel Sabri, M. Sanchez-Neyra, de nationalité espagnole, comme son nom le suppose, avait rencontré le tête de liste pour la wilaya de Annaba du Rassemblement populaire républicain (RPP). «Nous ne donnons pas de leçons. Nous sommes ici à l'invitation du gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire pour accompagner le processus électoral sans aucune interférence dans celui-ci», expliquera le chef observateur tout en qualifiant cette présence d'«acte d'amitié pour un pays partenaire et voisin. Il y a aussi la présence d'observateurs de la Ligue arabe et de l'Union africaine». Il le faisait en réponse à une question sur un certain paternalisme qu'observeraient des pays de l'hémisphère nord, notamment européens, s'agissant de questions relatives à la démocratie et aux droits de l'homme.

Dans ses réponses aux questions des journalistes présents à ce point de presse, le chef de la mission des observateurs de l'UE relèvera que c'est la première fois que l'Union du

Vieux continent, en plus de la Suisse et de la Norvège, déploie des observateurs en Algérie, et que ces derniers seront présents durant toutes les étapes des élections. Ils seront au total une centaine d'observatrices et observateurs dont une dizaine d'analystes électoraux qualifiés, renforcés par sept membres du Parlement européen pour ce genre d'opération.

Aux quarante membres déjà présents dans les wilayas depuis le début de la campagne électorale, se joindront une soixantaine d'autres à partir du 1<sup>er</sup> mai 2012. Dans ce lot, il y a ceux locaux de courte durée provenant des représentations diplomatiques des pays de l'UE en poste à Alger. A une question sur la prise en charge de cette mission, M. Sanchez-Neyra affirmera qu'elle est totalement à la charge de l'Union européenne. Comme il répondra par un «tout se passe jusqu'à présent dans le calme et nos contacts sont satisfaisants avec les autorités algériennes nationales et locales». A ce titre, le chef-observateur de la mission indiquera qu'il avait déjà rencon-

tré à Alger plusieurs ministres dont ceux de l'Intérieur et des Affaires étrangères, tout comme il avait eu des entrevues qu'il avait qualifiées d'utiles avec des représentants de partis et de la société civile. «Nous avons des principes d'observation que nous devons respecter dont l'impartialité, la non-interférence dans le processus et l'impartialité, néanmoins nous attirons l'attention des responsables de la commission de supervision des élections sur d'éventuelles anomalies. Nous agissons conformément aux lois algériennes en la matière», tient à clarifier M. Sanchez-Neyra. Un entretien devait réunir dans l'après-midi le chef-observateur de la mission de l'UE et le wali de Annaba, Mohamed Ghazi, sur les différentes questions intéressant la mission dans cette wilaya de l'extrême nord-est du pays. Par ailleurs, une réunion de travail présidée par le wali de Annaba a regroupé dans la matinée de lundi l'ensemble des cadres des services de la wilaya chargés des préparatifs de cette joute électorale. Il a été question notamment de la mobilisation des conditions humaines et matérielles pour un bon déroulement de l'opération. Ainsi, M. Ghazi a instruit ses col-



José Ignacio Salafranca Sanchez-Neyra.

Photo : DR.

laborateurs à faciliter au maximum le travail des observateurs de l'UE dont deux dames sont déjà sur place depuis une quinzaine de jours. Comme il a abordé, d'autre part, la formation, le transport et la restauration de l'encadrement des bureaux de vote au nombre de 7 000.

Il insistera également sur l'aide à apporter aux électeurs dans l'accomplissement de leur devoir. «Une pièce d'identité peut suffire pour permettre

à un électeur de voter à condition qu'il soit porté sur le registre des inscrits», a-t-il souligné, avant d'appeler les citoyens de Annaba à voter pour le candidat de leur choix mais de «le faire pour l'avenir de nos enfants et pour déjouer les plans de ceux qui ne nous veulent pas du bien.» «La situation actuelle dans les pays qui entourent l'Algérie nous impose de le faire», a considéré le wali de Annaba.

A. Bouacha

## L'UGTA A CÉLÉBRÉ LE 1<sup>ER</sup> MAI À TAMANRASSET Un choix aux desseins multiples

L'UGTA a célébré le 1<sup>er</sup> Mai 2012, soit la Fête internationale du travail, dans la wilaya de Tamanrasset. La veille, son secrétaire général, Abdelmadjid Sidi-Saïd, a déclaré que «le déroulement de la cérémonie du 1<sup>er</sup> Mai, dans cette grande wilaya du sud de l'Algérie, doit être nécessairement imposant, notamment à cause du contexte international actuel, et particulièrement à la veille d'événements nationaux que sont la tenue des élections législatives et la commémoration du 50<sup>e</sup> anniversaire du recouvrement de notre souveraineté nationale». Dans sa déclaration rendue publique en la circonstance, l'UGTA s'est félicitée des avancées sociales réalisées ces dernières années. «Dans notre pays, la richesse des échanges et du dialogue au cours de cette dernière décennie constitue une formidable avancée par la volonté commune des partenaires socio-économiques de promouvoir et de renforcer le dialogue et la concertation dans tous les domaines de la vie sociale», indique cette déclaration du 1<sup>er</sup> Mai 2012.

«L'UGTA a apporté sa pierre à l'édifice de multiples manières. La mise en relation de notre organisation avec les partenaires a ouvert des débats riches sur les enjeux du présent et de l'avenir quant au rôle des travailleurs et de l'entreprise dans notre société», selon la même déclaration. «Près de deux millions de fonctionnaires et d'agents publics, plus de deux millions et demi de travailleurs salariés dans le secteur économique public, et près d'un million et demi de travailleurs salariés dans le secteur économique privé ont bénéficié d'augmentations de leurs salaires, primes et indemnités.» Parmi ces mesures, l'UGTA a évoqué «la création du Fonds national des réserves de retraites, l'indemnité complémentaire des pensions, le relèvement et l'amélioration de la majoration pour conjoint à charge, l'exonération de l'impôt sur le revenu global et la revalorisation exceptionnelle des pensions et allocations de retraite». La mesure, faut-il le rappeler, a touché deux millions et demi de retraités. Les élections sont également évoquées dans cette déclaration. Pour l'UGTA, «une participation massive et active aux élections du 10 mai 2012 est l'occasion d'opérer un changement qualitatif dans les mentalités et les comportements». Pour la Centrale syndicale, «l'essor de la société algérienne passe également par l'opinion constructive, l'acte créateur, la cohésion sociale et le rassemblement autour des objectifs nationaux majeurs et des valeurs républicaines et démocratiques».

La Centrale syndicale a souligné, par ailleurs, l'efficacité du dialogue social «exemplaire» que l'Etat a réussi à établir entre le gouvernement, les syndicats et les représentants du patronat. Un dialogue qui a permis une amélioration substantielle des revenus des travailleurs de plusieurs secteurs et même ceux des retraités.

Abder Bettache

## AMARA BENYOUNÈS À ORAN : «Ne faites pas confiance aux hommes politiques qui font des promesses»

**«Nous sommes tous des musulmans, mais ouverts sur le monde et nous respectons la femme, nous n'accepterons jamais qu'on vienne nous enseigner un autre Islam que celui que nous connaissons », dira le secrétaire général du Mouvement populaire algérien (MPA), M. Amara Benyounès, lors d'un meeting qu'il a animé hier mardi à la salle Saâda d'Oran.**

L'intervenant mettra en garde contre les promesses données par certains chefs de partis politiques en course aux législatives, «ne faites pas confiance aux hommes politiques, eux ne

cherchent que le pouvoir». Il a également mis en garde les jeunes contre les partis de la mouvance islamiste, «ils disent qu'afin que le pays s'en sorte bien, la solution consiste dans l'Islam, s'ils y croyaient vraiment et si tel était le cas, on ne se retrouverait pas avec une dizaine de partis islamistes, mais plutôt avec un seul, ce qui n'est pas du tout le cas, dès lors, ces gens-là n'aspirent qu'au pouvoir et rien d'autre». Tout en saluant la mémoire des victimes du terrorisme, Amara Benyounès a souhaité la bienvenue à tous ceux parmi les terroristes repentis qui voudraient rallier la cause d'une Algérie juste pour tous, car, dit-il, «ces terroristes sont des jeunes qui ont été bernés et embarqués dans la spirale

du terrorisme». Au terme de son discours, le SG du MPA interpellera tout d'abord les jeunes en les incitant à aller voter, «si vous ne faites pas de la politique, eux la feront à votre place, ne faites pas confiance aux hommes politiques qui font de fausses promesses, et encore moins à ceux qui utilisent l'Islam comme argument politique».

Son second appel s'adressait à l'intention des femmes : «Ne les laissez pas décider à votre place, votre unique arme, c'est celle d'aller voter». Et d'assurer vers la fin que cette fois-ci, quel que soit le résultat des élections, le processus électoral ne sera pas stoppé et le résultat qui en découlera sera maintenu.

Amel Bentolba

## MEETING DU FC À CONSTANTINE Menasra n'épargne personne

**Selon le président du Front du changement (FC) pour qui l'Islam est et restera «la religion d'Etat», l'Islam ou du moins le courant islamiste, serait victime d'une campagne de dénigrement menée par des officiels et des présidents de partis politiques.**

Sans le citer nommément, Abdelmadjid Menasra qui animait hier un meeting électoral à Constantine s'en est pris, vertement au SG du RND, et néanmoins Premier ministre, Ahmed Ouyahia, lequel affirme le président du FC, «fait dans l'islamophobie».

Le leader du Front du changement s'est attaqué également à certains officiels de

l'Etat et autres personnalités politiques, lesquels, a-t-il estimé, «ne se privent pas, pour les besoins de la campagne électorale bien entendu, d'exhiber l'épouvantail de l'Islam et du courant islamiste comme si on était au pays de Sarkozy».

«L'Islam est l'essence même de la société algérienne. L'Islam est la religion de l'Etat. Le peuple algérien n'a pas besoin qu'on le mette en garde contre l'Islam à la saoudienne ou celui de Doha. Il est musulman.» Et de poursuivre dans le même ordre d'idées : «l'Islam n'est pas candidat, il est la religion de tout le monde. Aussi, celui qui veut gouverner n'a pas besoin de faire dans l'islamophobie.» Les ministres candidats et les partis de l'Alliance présidentielle n'étaient pas en

reste. Pour Abdelmadjid Menasra, «personne n'a le droit d'accaparer ou de monopoliser l'Histoire de l'Algérie, le portrait du président de la République, encore moins les réalisations de l'Etat algérien, qui sont la propriété du peuple pour sa propre personne.» Aussi, il dénoncera en ce sens le discours élogieux des réalisations auquel s'adonnent certains candidats, lesquels selon lui, sont incapables de provoquer le changement.

«Il serait insensé et irrationnel que ces mêmes personnes, qui veulent gouverner le peuple malgré lui, apportent un changement quelconque», dira le président du FC avant d'exhorter ses militants à voter massivement.

Farid Benzaid

## À L'OCCASION DU 1<sup>ER</sup> MAI

# Le PST appelle au lancement d'une plate-forme de gauche

**Le Parti socialiste des travailleurs (PST) est convaincu que seule une alternative de gauche provoquera le changement. Le Parti remet au goût du jour, à l'occasion de la Fête des travailleurs, son projet d'élaboration d'une plate-forme de gauche.**

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Le parti participe aux élections législatives prochaines sans trop de conviction. Le PST ne se fait pas d'illusion sur le scrutin et est persuadé qu'il ne pourrait y avoir de changement à travers les urnes. «Ces élections ne sont qu'une

tribune pour faire la propagande de nos idées et de notre programme politique pour construire notre parti», a déclaré, hier, Rechidi Mahmoud, SG du PST, devant la tombe du syndicaliste Redouane Osmane, décédé en décembre 2007 d'une crise cardiaque. Le Parti socialiste des travailleurs a choisi de célébrer la Fête internationale des travailleurs en rendant hommage à l'ancien président du Conseil des lycées d'Algérie (CLA), en raison, explique le SG du PST, de son militantisme pour le projet de construction du mouvement ouvrier. Ce dernier qualifie le syndicaliste de «symbole de ce mouvement ouvrier», dont le PST veut perpétuer les idéaux. Le Parti socialiste des tra-

vailleurs a profité de cette occasion pour lancer un appel «pressant» aux partisans du projet socialiste, aux militants syndicaux et associatifs, «aux femmes et aux jeunes qui combattent l'oppression» et à tous les militants de gauche à participer à l'élaboration de la plate-forme de gauche. «Le rassemblement de gauche, souligne le parti, permettra la construction d'un rapport de force politique.»

Selon le PST, «le capitalisme est en crise et ne répond plus aux exigences sociales et politiques des luttes des travailleurs, la seule alternative scientifique consiste en l'unification et la mise en avant de la classe ouvrière».

S. A.